

Unie-e-s contre l'extrême droite, ses idées et ses pratiques



L'envers du décor suite : dans le Vaucluse et le Pas-de-Calais !

Il y a maintenant plus de quatre ans que nos organisations ont décidé de lutter unitairement contre l'extrême droite, ses idées et ses pratiques. Depuis le lancement de la campagne, le 29 janvier 2014, et notre volonté de travailler ensemble auprès des militant-e-s, au plus près des salarié-e-s, des initiatives communes ont été organisées dans différents territoires, dans les régions.

Dans un contexte économique et social extrêmement tendu, à un moment où de scrutins en scrutins le vote pour l'extrême droite ne cesse de progres-

ser dans tous les secteurs de la société, aussi bien en France que dans la plupart des pays européens, nos organisations ont décidé d'organiser deux nouvelles réunions de l'observatoire national des politiques et des pratiques de l'extrême droite.

Après Béziers en mai 2015, Knutange (Moselle) en octobre 2015, c'est à Montoux, commune du Vaucluse, que l'observatoire s'est réuni le 15 décembre 2016. Le 28 février 2017, nous nous sommes réunis à quelques encablures d'Hénin-Beaumont, dans le Pas-de-Calais.

Dans quatre ateliers (Gestion des personnels municipaux, Sémantique de l'extrême droite, Politique sécuritaire, Éducation, culture et milieu associatif) nos militant-e-s poursuivent le travail d'éclairage de la réalité des effets des politiques mises en œuvre par l'extrême droite.

Ces deux nouvelles étapes de la campagne commune ont été une réussite pour « Ensemble unie-e-s contre l'extrême droite », en prise avec les salarié-e-s et les acteur-ice-s de terrain.

Réunion de l'observatoire à Montoux

Introduction : l'ancrage de l'extrême droite, dans le Vaucluse et en France

Le Vaucluse fait partie des territoires qui sont devenus des points d'ancrage et des laboratoires de l'extrême droite, en l'occurrence le Front national et la Ligue du Sud (LdS), micro-parti familial des époux Bompard (maires d'Orange et de Bollène), scission locale du FN, créé en 2010, rayonnant dans le nord du département. C'est le département dans lequel Marine Le Pen a fait le plus haut score lors de l'élection présidentielle de 2012 (27 %).

2 circonscriptions de député·e·s (Marion Maréchal-Le Pen pour le FN, Jacques Bompard pour la LdS), 5 mairies (Orange, Bollène, Piolenc pour la LdS, Le Pontet et Camaret pour le FN) soit plus de 70 000 habitant·e·s et environ 12 % de la population du Vaucluse administrés par des maires d'extrême droite), 5 cantons sur 17 (3 FN et 2 LdS) sont aux mains de l'extrême droite.

La perméabilité entre les électors de la droite et de l'extrême droite y est très avancée. Dans le Nord Vaucluse, notamment, s'illustrerait même une tendance à la « fusion » des électors de droite et d'extrême droite, surtout vraie dans le Sud-Est, évoquée par exemple

par le politologue Gaël Brustier. Elle n'est cependant pas totale – pas dans l'ensemble du département en tout cas. Ainsi, lors des élections départementales de 2015, le FN s'est heurté (comme au niveau national), malgré des résultats imposants au premier tour (39,11 %, en tête dans 11 cantons sur 17), à sa limite fondamentale dans le cadre de scrutins majoritaires lors du second tour (39,5 % et 3 cantons remportés finalement) : l'absence d'alliances pour le second tour et la persistance d'un électorat de droite ne basculant pas en sa faveur.

Le Vaucluse illustre comment, en plus des facteurs sociaux, économiques, historiques ou culturels, joue en faveur de l'extrême droite la dynamique purement « politique » (comme organisation) de son implantation locale. Elle est utilisée par le FN pour des parachutages de personnalités nationales (Marion Maréchal-Le Pen dans le Vaucluse). Elle lui sert d'appui pour mailler le territoire et développer un travail de terrain, pour démontrer sa capacité à administrer des territoires ou soigner sa visibilité par des coups médiatiques, notamment à propos de l'accueil des réfugiés, quand elle est dans un groupe d'opposition municipale.

Ainsi, dans le Haut-Vaucluse, Jacques Bompard en est à son 4^e mandat de

maire d'Orange. Son épouse, Marie-Claude Bompard, à son 2^e à Bollène. Ils sont aussi élu·e·s départementaux·les. Quant au maire FN du Pontet, Joris Hébrard, il a été élu dès le premier tour lors des élections départementales.

La banalisation de l'extrême droite est très nette dans le Vaucluse

Selon le politologue Alexandre Dézé, si « le FN n'a pas changé, sa perception a en revanche considérablement évolué, et l'idée selon laquelle il serait devenu un parti comme les autres s'impose de plus en plus ». Sans limiter l'explication aux médias, Alexandre Dézé travaille et insiste sur le rôle du traitement médiatique du FN dans sa banalisation. Par une surexposition médiatique et par la reprise du thème de la dédramatisation depuis que Marine Le Pen s'est imposée à la tête du FN, la plupart des médias reproduisent en fait la communication et le storytelling du FN.

Cette banalisation médiatique transparaît également dans la presse locale la plus lue du Vaucluse (*La Provence* et *Vaucluse Matin*). On y trouve régulièrement des articles qui présentent, sans aucune analyse critique – si ce n'est de façon franchement complaisante – la communication et les idées d'élus·es d'extrême droite.

« La lutte contre le FN passe par la lutte contre les représentations dominantes du FN » selon A. Dézé.

L'observation et le dévoilement des pratiques politiques locales de l'extrême droite, que nos organisations syndicales s'attachent à construire, peuvent aussi contribuer à cette lutte.

Pour autant les représentations agissent dans un certain contexte économique et social. Si l'on se réfère aux catégories de la sociologie électorale du FN, en fonction des départements, établies par le politologue Joël Gombin, il faut distinguer :

- des sociologies électorales d'un type des « rétif·ve·s » : dans l'Ouest, une bonne part du Sud-Ouest, du Massif central (jusqu'à la Nièvre et la Saône-et-Loire), Paris et sa petite couronne... ou encore les Hautes-Alpes, en Paca. Dans ces territoires, la base électorale du FN est moins forte et ses électeur·rice·s sont moins souvent ouvrier·ère·s et inactif·ve·s. Indépendant·e·s, cadres retraité·e·s, employé·e·s du commerce et professions intermédiaires du privé sont plus représenté·e·s ;
- le type des « inactif·ve·s » : Bassin parisien et grand quart Nord-Est, avec une bonne part de Rhône-Alpes (Isère, Rhône, Alpes du Nord), mais aussi les Bouches-du-Rhône et les Alpes-de-Hautes-Provence. Les ouvrier·ère·s y votent plus FN qu'ailleurs, mais ce sont les inactif·ve·s qui composent l'essentiel de son électorat : retraité·e·s des classes populaires, femmes au foyer ou encore étudiant·e·s. Ce serait le « symptôme de territoires dévitalisés économiquement, victimes de la désindustrialisation, qui conduit celles et ceux qui sont déjà écarté·e·s de l'activité économique, ou qui risquent de l'être (les ouvrier·ère·s) à manifester leur désespérance », ou dépendant·e·s des transferts sociaux, dont elles et ils estiment que la répartition leur est défavorable ;

- le type « travailleur·se·s », avec des départements de la moitié sud de la France : c'est le cas du Vaucluse, du Var, des Alpes-Maritimes (littoral méditerranéen en général sauf Bouche-du-Rhône), de départements de la vallée du Rhône, de la Garonne et du Tarn (Tarn, Tarn-et-Garonne, Lot-et-Garonne, Haute-Garonne), du Languedoc-Roussillon, mais aussi la Loire ou la Haute-Loire... Le vote FN est surreprésenté chez les actif·ve·s, du privé notamment : ouvrier·ère·s, employé·e·s, professions intermédiaires et cadres supérieur·e·s. Dans des milieux divers du salariat donc, mais dans des territoires caractérisés par une économie fragile, peu productive et déconnectée des grandes métropoles inscrites dans la mondialisation. Des territoires dépendant du tourisme, des services, des prestations sociales et de la fonction publique. Des territoires marqués aussi par l'importance des inégalités, alimentant un sentiment d'injustice mais aussi un ressentiment des travailleur·se·s à l'égard de celles et ceux qui bénéficient de revenus de transfert.

Ces catégories, forcément réductrices, sont faites pour être démonstratives. Elles ont le mérite de rappeler que la sociologie comme la cartographie du vote FN échappent aux simplifications. Les explications du vote FN ne peuvent non plus être réductrices. Comme sa composition sociale, les motivations de son électorat sont très hétérogènes.

Sur l'économie, le FN construit un pseudo-discours social ; il prétend défendre le « petit peuple » contre les élites, mais un peuple qui serait débarrassé des éléments étrangers. Il cherche à crédibiliser son offre politique, à solidifier son électorat. Il veut aussi brouiller les repères idéologiques en détournant des éléments de vocabulaire et des thématiques issues du mouvement ouvrier. Cette imposture sociale interpelle et met

en difficulté le mouvement syndical en particulier, et c'est pour cela que nos organisations s'attachent à la déconstruire et que nous la mettons à l'épreuve des faits, à travers les pratiques locales des élus d'extrême droite.

L'extrême droite crée ou nourrit en même temps un ressentiment, détourné vers la recherche du bouc émissaire (le plus petit que soi, le plus « assisté » et/ou l'étranger, « l'immigré ») et/ou vers le repli identitaire (une identité indéfinissable et à géométrie variable d'ailleurs, locale, régionale ou nationale) et son corollaire, le rejet d'un « autre » et la xénophobie.

Car il reste finalement un ciment au sein de l'électorat éclaté (socialement et géographiquement) du FN : le rejet de « l'immigration », de l'étranger en général, lié en particulier et de plus en plus, à celui de l'islam et des musulman·e·s.

Elle exploite, sans doute à la fois, les difficultés économiques et sociales et un contexte relevant davantage des cultures politiques, du culturel ou des mentalités.

On peut penser alors à la notion de « droitisation » qui marquerait l'opinion publique française (mais pas seulement elle), liée à une peur du déclin, une obsession identitaire et contre l'islam, une demande autoritaire...

Selon l'historien Nicolas Lebourg, « l'imaginaire droitisé se représente une Europe non changée par la globalisation, mais orientalisée ». C'est ce que le FN exploiterait actuellement en s'en prenant à l'immigration et à l'islam, le contexte des attentats djihadistes ne pouvant que favoriser cette entreprise. L'extrême droite répondrait à une représentation sociale (bien qu'une fiction) d'une partie de nos concitoyen·ne·s, opposant un « nous » composé d'individus victimes du chômage, de la précarité, de la concurrence..., qu'il faudrait unifier et protéger, contre un « eux », « imaginé comme solidaire », composé des populations d'origine arabo-musulmane, qui serait l'origine des problèmes.

On peut penser aussi, à la notion de « *sudisme à la française* », développée par l'historien Benjamin Stora (non par référence au sud de la France mais au « sudisme » porté par les « petits Blancs » des États-Unis), forme d'un « *imaginaire* », « *d'une mentalité apparue dans les combats pour la sauvegarde de l'Algérie française* », incrustée dans la société française. Mélange de regret d'une époque pionnière, conquérante et de domination (esprit pionnier et esclavagiste du sud des États-Unis ou colonisation et exploitation des colonies dans le cas français), de repli sur soi, de référence à un modèle de société séparatiste (Blancs/Noirs; Européens/Musulmans) et d'héritages racistes. Il mènerait au sentiment pour des classes moyennes et populaires blanches d'être une communauté assiégée et menacée par les autres (les Noirs aux États-Unis, les Musulmans en France).

Dans le Vaucluse, de façon typique, le vote pour l'extrême droite, certes généralisé, apparaît d'abord comme un vote de villes petites et moyennes et de communes périurbaines ou en cours de périurbanisation, où le FN s'est nationalement développé, profitant des difficultés objectives des petites classes moyennes et de leur peur du déclassement, d'autant

plus suscitée par le haut niveau de pauvreté et d'inégalités. La corrélation entre vote FN et pauvreté et surtout inégalités reste en effet incontournable, ce que démontre aussi Joël Gombin dans les aires urbaines : le vote FN est plus fort dans les aires urbaines les plus pauvres, mais davantage encore dans celles où les inégalités sont les plus fortes (à niveaux de richesse ou de pauvreté comparables). Le phénomène est très net dans les villes de Paca et du Languedoc. Cela dit, la problématique générale du vote FN, telle qu'elle est posée par le politologue Jean-Yves Camus par exemple, semble également incontournable, dans le Vaucluse comme ailleurs : « *L'idée développée par le FN est qu'il y a une France qui meurt sous les coups conjugués de l'immigration et de la mondialisation libérale.* »

C'est ainsi que l'extrême droite détourne des vrais problèmes (relevant de l'activité économique et des rapports de force sociaux, de la redistribution, de la justice, etc.), disons même de ses vrais problèmes et de ses propres réalités, une grande partie du salariat, des classes moyennes et populaires. Cela interpelle aussi forcément le mouvement syndical, car l'extrême droite entrave l'amélioration du rapport de force en faveur du salariat. Elle stérilise le social.

Que l'extrême droite profite des problèmes économiques et sociaux ou qu'elle exploite des tendances identitaires et xénophobes d'une partie de l'opinion, que l'on dénonce son imposture sociale ou que l'on insiste sur le combat culturel, l'approche qui est celle de notre observatoire reste pertinente et essentielle – bien qu'insuffisante : dévoiler ce qu'est réellement l'extrême droite, désintoxiquer de l'extrême droite une partie du monde du travail, combattre, chercher les voies de nouvelles luttes face à elle, à partir de situations de terrain et de situations de travail.

Réunion de l'observatoire à Courrières

Introduction : situation de l'extrême droite dans le Nord/Pas-de-Calais

1. Situation actuelle : photographie de l'implantation

L'extrême droite dans le Nord-Pas-de-Calais est représentée avant tout par le Front national, même si Troisième voie et le Mouvement identitaire sont bien implantés dans la région. Il suffit de mentionner l'ouverture du bar identitaire de la Citadelle à Lille il y a quelques mois. En termes d'élus·es, le FN, suite aux élections régionales de décembre 2015, dispose de 54 sièges obtenus avec 42,2 % des voix (il était arrivé largement en tête au 1^{er} tour avec 40 % des voix devant les Républicains avec 25 %). Il dispose également, suite aux élections aux conseils départementaux de mars 2015, de 12 sièges sur 76 dans le Pas-de-Calais mais de zéro dans le Nord. Et enfin, il est en responsabilité depuis 2014 à la mairie d'Hénin-Beaumont, ville de 26 000 habitant·es et 4^e ville du Pas-de-Calais en population, où Steeve Briois est élu au 1^{er} tour avec 50,3 % des voix.

2. Quelques pistes d'analyse

Cf. dossier sous la direction de Nathalie Ethuin, maîtresse de conférences en sciences politiques à Lille 2, publié en 2014.

Des facteurs nombreux expliquent le développement du Front national dans la région et notamment dans le bassin mi-

nier. Des transformations économiques et sociales très lourdes depuis la fin des années soixante-dix tout d'abord. La fermeture des mines de charbon a entraîné une déstructuration rapide des composantes sociales : les ex-mineurs ont vu leur identité de mineur se dévaloriser en lien avec le développement de la scolarisation. Il n'y a pas eu de véritable reconversion économique et tout un tissu social lié à l'existence des mines – à travers les amicales, les syndicats mais aussi les patronages – s'est délité. Le monde patronal clairement identifié avec les houillères est dans le même temps devenu beaucoup moins identifié, plus flou : d'une certaine façon, pour beaucoup de gens, « l'ennemi » qu'il représentait et qui fédérait contre lui a perdu de sa force.

Ont suivi trente ans de désindustrialisation où ont fermé, tour à tour, les moteurs économiques de la région : métallurgie, textile et même l'automobile. Les centaines de milliers de suppressions d'emplois ont contribué à précariser, flexibiliser et appauvrir une large partie de la population, en particulier ouvrière. Dans le même temps, cette condition ouvrière est éclatée à travers une multitude d'emplois de service et perd aussi de son identité en plus de ses capacités de lutte.

À Hénin, cela s'est combiné à un climat d'affaires autour du maire Divers Gauche Dallongeville, condamné à de la prison ferme. Il est à noter que suite à son invalidation en 2009, le vote FN a fait un bond de 10 % un an seulement après les élections de 2008 passant de 28 à 39 % au 1^{er} tour et 47,7 % au second. On peut y ajouter également un travail de terrain et

de fond fait par Steeve Briois depuis les années quatre-vingt-dix, qui a développé une image d'un FN proche des préoccupations quotidiennes, assurant un accueil chaleureux dans sa permanence, recrutant et formant des militant·es et de future·s élu·es avec moins de reproduction de la hiérarchie sociale que dans d'autres partis politiques.

Plus généralement, on peut mettre aussi en avant la perte de signification du langage, notamment les termes peuple, national, laïcité... qui permet à l'extrême droite d'occuper l'espace médiatique et politique et faire fructifier son idéologie.

On peut également ajouter le contexte de Calais et des camps de réfugié·es aux abords des autoroutes qui mènent à Calais, déjà largement exploité par une partie de la presse, plusieurs partis politiques et même certain·es représentant·es de l'État ou des collectivités. Dans certaines parties du département, cela a aussi contribué à favoriser le développement de l'idée de réserver les aides selon le principe de la préférence nationale, et donc aussi le vote d'extrême droite.

3. Quelle mise en œuvre des propositions d'extrême droite ?

Pour ce qui est d'Hénin, tout est fait pour en faire une vitrine : baisse des impôts locaux, pas de baisse à ce jour dans les budgets habituellement visés (éducation, culture...). Les éléments dissonants : l'expulsion de la Ligue des droits de l'Homme de son local, avec l'accusation qu'elle ne payait pas de loyer (local prêté comme

souvent pour ce type d'association) mais qui a permis de la mettre dans le même panier que ceux qui ont profité des largesses clientélistes de maires précédents; la mise en cause d'une directrice d'école qui a refusé d'organiser une kermesse, mais étant elle-même liée aux élus précédents, cela est passé quasi inaperçu; des conseils municipaux extrêmement tendus voire agressifs; des attaques virulentes contre les journalistes locaux-les qui rendent compte de ces conseils municipaux... et contre des élu-e-s d'opposition; plus récemment, la mise en cause de la liberté d'expression avec l'organisation d'un rassemblement devant le cinéville – en pleine zone commerciale – qui projette Chez Nous, le film de Lucas Belvaux, ou la décision de réserver l'antenne de justice aux seules Héninoises...

Les conseiller-ère-s départementaux-les et régionaux-les: localement, les conseiller-ère-s FN siègent dans les conseils d'administration de plusieurs lycées et de collèges du Pas-de-Calais. Les représentant-e-s syndicaux-les n'ont pas de retour particulier: on a plutôt à faire à une stratégie d'adaptation à nos positions syndicales comme la défense des postes, la condamnation de la réforme du collège...

Au niveau des assemblées, il y a un travail de recherche à faire en profondeur sur l'ensemble des votes des conseiller-ère-s FN dans les deux assemblées.

Au conseil régional, où les séances peuvent être virulentes, le FN a voté contre des subventions au Secours Populaire, à des associations d'aide aux chômeur-se-s ou au dispositif Mes quartiers d'été qui s'adresse aux enfants qui ne partent pas en vacances... c'est-à-dire contre celles et ceux qu'il prétend représenter.

4. Lutter contre les idées d'extrême droite

C'est l'objet de cette journée. Cela passe notamment par la déconstruction du dis-

cours de l'extrême droite, la mise en évidence de ses détournements de langage mais aussi de tous les « dérapages » et de toutes les contradictions entre ce qu'elle affiche et ce qu'elle vote ou fait.

Cela passe par redonner sa signification au langage: peuple, national, laïcité... en se réappropriant systématiquement ces mots au niveau syndical.

Cela passe également bien évidemment par un travail de terrain auprès des salariés et des personnels pour faire prendre conscience de la manipulation des esprits que peut exercer l'extrême droite.

Ateliers Gestion des personnels municipaux

Confrontation entre le discours antisystème et la réalité locale: pratiques autéritaires / diminution des effectifs / privatisation des prestations / pratiques clientélistes – instrumentalisation des services municipaux pour surveiller les conseils d'école par exemple!

La presse municipale est de plus en plus utilisée même pour attaquer certains agents municipaux-les (problème de délai des recours qui permettent aux collectivités de faire ce qu'elles veulent). Les agent-e-s municipaux-les la distribuent. Difficulté de se mobiliser par peur de la hiérarchie.

Donc: importance de l'unité de l'expression syndicale et de se munir d'un outil de récolte à toutes les échelles (observatoire local).

Propositions :

- produire un quatre-pages ;
- créer une cellule locale de veille de ces pratiques qui ne sont finalement pas propres au FN ;
- convenir de permanences syndicales dans les unions locales ou les sièges départementaux (externes aux services territoriaux)

afin d'offrir un lieu d'expression et de coordination pour les salarié-e-s de la fonction publique territoriale (FPT) ;

- intégrer une critique du fonctionnement de la FPT et attaquer la question de la précarité.

Ateliers « détournement de la sémantique »

1- Constats

L'extrême droite s'approprie le vocabulaire, les discours, voire les figures de la gauche (Jaurès), les détourne :

- brouillage des repères, confusionnisme. C'est du ripolinage, de l'enrobage de leurs classiques, comme la préférence nationale ;
- discours multiforme et « caméléon » qui concerne surtout les thèmes économique et social, et colle parfois à nos revendications. Le FN s'adresse directement aux professions : communiqués de presse, vidéos...
- contexte : casse des solidarités. Idées fausses sur la redistribution des aides sociales, perméabilité aux discours de stigmatisation des personnes en difficulté, en rupture, et de division, société imprégnée par les idées de rejet de l'autre – et ça s'enracine ;
- moyens de communication énormes + médias complaisants + slogans simplistes = collègues contaminée-s par les idées d'extrême droite,
- nous résistons à ce chant des sirènes parce que nos valeurs sont ancrées dans nos tripes, sinon c'est facile de se laisser entraîner. Le détournement de nos revendications nous perturbe ;
- militant-e-s pas suffisamment outillée-s.

2- Agir et réagir : quelles stratégies ? Quel travail syndical ?

- gratter le vernis : dédramatisation du FN mais toutes ses ramifications sont bien actives. Voir par exemple les Identitaires et les vio-

lences commises. Dans les 144 propositions du FN, les immigré·e·s et/ou musulman·e·s sont présent·e·s à chaque page, présent·e·s comme citoyen·ne·s de seconde zone. C'est le vieux fond réactionnaire. Programme pour les Français·e·s : exclusion, logique des boucs émissaires. Xénophobie = divergences par rapport à nous, à dénoncer. Montrer où mènerait le programme du FN ;

- démonter l'imposture sociale, déconstruire le programme du FN, répondre point par point à leurs tracts. Le FN reprend nos revendications mais si on creuse, on n'arrive forcément pas aux mêmes solutions, ne rien lâcher dans le débat. Construire des argumentaires, outil du livre sur les idées reçues ;
- bataille syndicale unitaire contre les idées d'extrême droite, pas seulement le vote FN ;
- organiser dans les UL des débats, des séminaires, des forums... Rebooster nos camarades ;
- débattre, convaincre. Avec de la pédagogie, on arrive à inverser les choses dans les esprits ;
- réoccuper le terrain, tous les terrains, défense des salarié·e·s, mais aussi des retraité·e·s, et notamment des veuves, être présent·e·s aussi dans la rue, pour nos propositions et contre le FN ;
- Réseau éducation sans frontières (RESF) et solidarité migrant·e·s : aider concrètement en particulier les mineur·e·s isolés, les jeunes majeur·e·s... C'est un enjeu de réinvestir ces actions massivement ;
- importance du travail d'éducation, que ce soit à l'école, dans les familles, *via* l'éducation populaire. Transmission de la culture politique. Éveiller à l'esprit critique. Expliquer qu'augmenter les salaires en diminuant les cotisations sociales, c'est détruire la protection sociale. Revenir sur l'histoire de la protection sociale, le CNR, retraite par répartition / capitalisation. Le salaire / les cotisations en font partie donc ça nous appartient ! Ce ne sont pas les *minima* sociaux qui sont trop hauts, mais les salaires qui sont trop

bas. Promouvoir nos revendications : sécurité sociale professionnelle, lutte contre la précarité, retraites, nouveau Code du travail, nouveau statut du travailleur salarié ;

- mettre en avant nos valeurs humaines : égalité, contre toutes les discriminations. Ne pas laisser se banaliser les insultes, les blagues douteuses, toutes les déviances du langage courant ;
- remettre en avant la question du combat de classes, mettre en évidence le coût du capital ;
- rétablir la paix sociale : nécessité que l'État remette de la solidarité réelle. Pas besoin de détester l'autre quand le système est protecteur. La solidarité ce n'est pas l'assistanat ;
- redonner de l'espoir : porter haut et fort nos revendications, avec les syndicats, les citoyen·ne·s pour un vrai projet de société, contre le FN, contre le capitalisme, contre le racisme.

Politiques sécuritaires

Le discours sécuritaire contamine tous les discours de presque tous les politiques. Les médias n'y sont pas pour rien en surmédiant les faits divers liés à la délinquance. Les quartiers sont délaissés (disparition de la police de proximité ou d'acteurs socio-culturels). Les petits délits sont surréprimés alors que le grand banditisme financier ne l'est pas : plutôt que de s'en prendre aux vrais responsables on s'en prend aux plus faibles. Cela augmente principalement le sentiment d'insécurité alors que la délinquance reste stable.

Par ailleurs les violences discriminatoires augmentent.

Le sécuritaire, c'est aussi un marché juteux : caméra, armement (police municipale), prisons surpeuplées, centres éducatifs fermés pour les mineurs...

Tout cet argent qui est mis dans la répression manque à la prévention et à l'éducation (la prévention de la délinquance est quasiment inexistante dans les communes FN).

La mixité sociale et ethnique n'est pas suffisamment construite.

Nous devons lutter contre les discriminations, pour l'égalité des droits, car la politique sécuritaire nous dessert toutes et tous. Il faut un meilleur partage des richesses : le sécuritaire participe à l'expansion du capitalisme.

Même si le discours a été amené par le FN, les politiques sécuritaires nationales ont été mises en place par ceux qui sont ou ont été au pouvoir, comme l'état d'urgence... Ce combat est donc plus large.

Propositions :

- point de départ d'un travail commun ;
- créer un observatoire départemental, essayer de travailler avec les organisations de jeunesse du département ;
- organiser des réunions pour engager un travail de terrain dans les entreprises où nos organisations sont représentées, tracts communs, réunions d'information, formation commune avec mise en situation concrète pour donner des réponses et des outils aux militant·e·s ;
- créer un groupe de travail pour démonter le discours du FN qui distribue des tracts simplistes dans des lieux où il a déjà un fort électorat. Placer nos propositions à partir d'exemples concrets, être visibles par tous les salarié·e·s ;

Éducation, jeunesse, tissu associatif et culturel

À Montoux, il y a une ingérence des mairies dans les questions liées à l'éducation.

À Bollène, avec la maire Ligue du Sud, détérioration des conditions de travail, diminution du nombre d'Atsem en maternelle, politique de casse du service public, fermeture du centre social, sup-

pression d'ateliers considérés comme ludiques (pétanque), censure à la médiathèque...

À Cogolin, interventionnisme de la mairie, suppression des repas de substitution, suppression des études, baisse des subventions.

À Camaret, références à Dieu, livres très réactionnaires pour les enfants, employé·es communaux·les qui deviennent des espion·ne·s de la mairie, notre hiérarchie ne réagit pas assez.

Au collège Jules-Verne du Pontet, le maire Joris Hébrard prend les comités locaux de prévention de la délinquance comme moyen de ficher les élèves à pratiques « déviantes » (absentéisme, sanctions). Il fait pression pour mettre en place des conventions pour que ces élèves fassent l'objet d'un signalement, avec conservation des données par la municipalité ! Les syndicats ont alerté le rectorat qui est intervenu.

À Orange, en conseil de discipline : un élève renvoyé sous pression du FN. Les gens ont peur.

Membre du collectif Racine qui flatte les parents d'élèves dans les CA. 10 % des enseignant·es seraient prêts à voter extrême droite. Le discours sur le tri des élèves peut séduire des enseignant·es en difficulté. Travail syndical de décryptage des propositions du collectif Racine.

À propos de la culture

À Cogolin, mise en avant de la culture « provençale » ; messe à l'occasion de la célébration des armistices. Les associations voient leurs budgets sabrés. Les municipalités divisent pour limiter la vie associative, par exemple les vieux contre les jeunes, désolidarisation des gens.

On partage les mêmes problèmes à Hénin-Beaumont, ville déchirée ; expulsion des associations caritatives. Les aides

sont soumises aux choix du maire. Fermeture du cinéma associatif. Au conseil départemental, alliance entre l'extrême droite et la droite (LR).

Il est essentiel d'impulser des démarches volontaristes pour réfléchir, analyser et agir avec tous les personnels concernés, et les parents d'élèves. Travail intersyndical à renforcer.

À Courrières : instrumentalisations de la situation locale. Discours du FN pour protester contre l'accueil des réfugié·es. Marine Le Pen, au moment de la période de grand froid dans le Pas-de-Calais, avait dénoncé l'incapacité d'héberger les SDF français. À Hayange, expulsion du Secours populaire, qui s'occupe des plus pauvres. Le maire FN Engelman a proposé l'arrivée d'une association clairement fasciste, présidée par l'ancienne femme de Jean-Marie Le Pen.

À Calais, le RESF a exigé l'application de la loi pour la prise en charge des mineur·es : les représentant·es de l'État disent qu'il faut « choisir » entre ceux d'ici et ceux d'ailleurs. Problème de la rumeur : chaque jour un migrant recevrait 30 euros/jour. Ces contre-vérités n'ont pas été assez démontées : la démocratie est malade. Contrôles au faciès par les gendarmes. Discours anti étrangers décomplexé. Calais n'est pas une ville FN.

La manif de Pegida a compté très peu de Calaisien·ne·s. Les usines ont été délocalisées au Maroc, les États-Unis ont racheté les brevets. C'est le capital qui ruine la ville, pas les réfugié·es.

L'extrême droite en embuscade

À Lyon, la région est dirigée par Wauquiez : « nous n'avons pas les moyens d'accueillir 1800 réfugiés » dans une région de 7 millions d'habitant·es. Implantation de groupuscules comme GUD et Identitaires, avec un

laxisme des pouvoirs publics. Association prise à partie le 26 février : caillasse, destruction de locaux... Mise en place de clubs de self-défense.

En juin Marche des fiertés : refus de passage dans le 5^e arrondissement pour question de sécurité. Cet arrondissement (Saint-Jean) est interdit aux militant·es de gauche !

À Lille, existence de milices pour contrôler que les passagers ont bien payé.

Agir syndicalement :

- organisations syndicales impliquées dans RESF, dans l'aide aux mineur·es isolé·es à la rue (qui devraient être pris·es en charge par l'aide sociale à l'enfance) ;
- revendiquer des moyens pour l'éducation, notamment dans l'éducation prioritaire comme à Calais, pour donner plus de chances aux élèves des classes populaires ;
- les jeunes trouvent refuge dans la « famille » fasciste. Donc l'Éducation nationale est responsable de cet état de fait ;
- travailler avec la jeunesse ;
- analyser les budgets communaux, les bulletins municipaux, parfois imprégnés d'idéologie d'extrême droite. Travail en profondeur nécessaire. Présence de militant·es dans les conseils municipaux.

Comment poursuivre ?

Racisme

La situation des migrant·es a été abordée à plusieurs reprises dans la plénière de Courrières, région proche des camps de Calais, Grande-Synthe... En France, sur 150 lieux d'accueil de migrant·es, seuls deux ont été instrumentalisés par le FN. Selon des sondages récents, la société française est plus tolérante qu'en 2015 et 2014. Mais nous avons en face de nous des racistes qui sont extrême-

ment militant·e·s. Certains guichets (Pôle emploi, travail social) sont devenus des défouloirs xénophobes. La base du nationalisme, du racisme, c'est la misère. On a substitué la lutte des « races » à la lutte des classes. À Calais, on ne s'est pas trompé de cible, on a mis en avant que la population calaisienne et les réfugié·e·s étaient victimes du même système. On constate du racisme, mais aussi la remise en cause des droits des femmes. Nous ne devons plus considérer nos valeurs comme acquises dans la société.

Pour le progrès social et l'égalité des droits

Il est indispensable d'articuler le travail sur ces « valeurs » et sur les questions sociales, déjà pour opposer la solidarité ouvrière internationale à la préférence nationale du FN. Et également parce qu'il est nécessaire de lutter simultanément contre tous les systèmes de domination. Imbrication des rapports sociaux de « sexe, classe, et race » : patriarcat / capitalisme / racisme et colonialisme se nourrissent, s'appuient les uns sur les autres, nous devons les attaquer en même temps. Lutter contre le capitalisme, mais aussi l'impérialisme, y compris français.

Dénoncer l'imposture sociale

Le FN développe un discours pseudo-social, mais il défend et soutient le capital. Marine Le Pen n'a pas créé d'emplois, n'a pas amélioré notre situation. Non, ce n'est pas un discours en faveur du peuple. Hénin-Beaumont affiche une baisse des impôts, et les habitant·e·s ne vont pas regarder le détail des délibérations : dans les renégociations de la dette, on va payer plus longtemps, donc

plus ! Le programme du FN change dans le sens du vent. Dans ses 144 propositions, certaines sont incohérentes, et incompatibles avec ce que nous portons. Il faut le mettre en avant. Si nous menons un combat sur les salaires pour obtenir des vraies augmentations, sans diminution des cotisations, MLP ne pourra pas être avec nous.

Sénèque : *« Ce n'est pas parce que les choses sont difficiles que nous n'osons pas, mais parce que nous n'osons pas qu'elles sont difficiles. »*

Quelles activités syndicales ?

Il est primordial d'agir sur les lieux de travail. Nos propositions n'y sont pas suffisamment mises en débat. Il faut se confronter avec les salarié·e·s, ce qui n'est pas toujours facile selon les champs professionnels, et travailler à partir du vécu des gens pour reconstruire des convictions.

Nos tracts ne sont pas assez diffusés dans les entreprises. Notre problème n'est pas sur le fond, mais sur la forme. La communication du FN est simple, courte, avec des supports variés. Notre problème c'est aussi la communication : il nous faut être toujours plus concrets, nous emparer aussi des réseaux sociaux, pour une première approche, sans passer à côté des tracts, des livres. Il faut du temps pour convaincre.

Décliner les formations dans les syndicats, et former des relais un peu partout (à l'exemple des syndicats norvégiens).

Sortir du repli corporatiste qu'on subit, mieux faire vivre les Bourses du Travail. Notre travail unitaire, c'est notre force. Arriver à agir ensemble (et même élar-

gir à d'autres organisations) et cibler une entreprise ou un quartier.

Il sera judicieux de prévoir des débats dans les villes qui peuvent basculer en 2020.

Nous réaffirmons notre objectif de lutter pied à pied contre les idées d'extrême droite, elles vont contre les étudiant·e·s, la jeunesse en général, les privé·e·s d'emploi, les précaires, les salarié·e·s et retraité·e·s !

La lutte des classes est fondamentalement liée à la lutte contre l'extrême droite.

Promouvoir des alternatives :

- être pour le progrès social et l'égalité des droits, cela signifie être contre l'insécurité sociale ;
- mettre en avant nos revendications communes, comme les 32 heures, et également notre internationalisme ;
- réfléchir à d'autres solutions, promouvoir le développement durable ;
- investir le terrain de la solidarité et du développement des territoires ;

Lors de ces initiatives nous contribuons à cette lutte, même modestement, en échangeant nos réflexions, en partageant des arguments, des idées et des perspectives d'action, et également en nous redonnant mutuellement l'envie d'agir.